

considérables qui coûtent plus par employé; en d'autres termes, notre mise de fonds, par employé, est plus élevée. Le rendement du travailleur est donc aussi plus élevé. Nous payons de meilleurs salaires, mais en retour la productivité de nos entreprises est supérieur et nos frais ne sont pas plus considérables qu'outre-mer.

L'hon. M. EULER: Un autre fait qui vient partiellement à l'appui de ce que vous venez dire, c'est que la Chambre de commerce de Détroit, qui représente, comme vous l'avez dit, l'industrie de l'automobile et d'autres industries connexes, ne semble pas craindre la concurrence, bien qu'elle paie à ses employés les salaires peut-être les meilleurs au monde.

M. McKITTRICK: C'est précisément cela. Une compagnie bien connue des États-Unis, par exemple, qui désirent conserver son débouché dans les pays à monnaie faible, a établi une usine en Écosse et y fabrique certains articles qui trouvent dans les pays européens à monnaie faible leur débouché le plus considérable. C'était un premier pas. L'autre démarche fut de cesser la fabrication de ces articles aux États-Unis et de les importer de l'Écosse. C'est ce qui se pratique et c'est ce qui a convaincu les gens de Détroit qu'une réduction des tarifs sera fort avantageuse, même pour eux.

L'hon. M. HAIG: Je viens, monsieur le président, d'une région du pays qui est essentiellement agricole. A part le beurre, monsieur McKittrick, n'avez-vous pas d'énormes stocks de blé?

M. McKITTRICK: Oui.

L'hon. M. HAIG: Quelles sont les autres denrées dont le gouvernement garantit la vente?

M. McKITTRICK: Les trois plus importantes sont actuellement le beurre, le blé et le coton.

L'hon. M. HAIG: Et comment les producteurs de ces denrées acceptent-ils qu'elles soient vendues à prix réduits? Le gouvernement devra-t-il les vendre à perte, en réalité?

M. McKITTRICK: C'est une question très difficile et aucune attitude définie n'a encore été prise à ce sujet. Le gouvernement devra absorber la perte. Il détient les produits en question parce qu'il était disposé à les acheter à meilleurs prix que les prix courants et, à moins que les cours du marché ne montent—ce que je ne souhaite pas, car je n'en vois pas la possibilité, sauf une exception sérieuse, c'est-à-dire l'éventualité d'une autre guerre. C'est la seule possibilité que je puisse voir. Ces stocks devront être vendus à perte.

L'hon. M. VIEN: Ou bien donnés?

M. McKITTRICK: J'allais dire que le mot "vendre" exige quelque explication. Il s'est produit, par exemple, une rareté de grains panifiables au Pakistan. Les États-Unis ont fourni le blé et l'argent requis pour le payer a été consenti au Pakistan, à titre de prêt. Cette transaction est considérée comme une vente, bien que l'argent ayant servi à l'achat provenait des États-Unis.

L'hon. M. HAIG: Que dire du beurre et du coton?

M. McKITTRICK: Le beurre ne se conservera pas et devra probablement être vendu le mieux possible. Le meilleur parti qu'on puisse tirer du beurre trop vieux, c'est d'en fabriquer du savon. Il remplace avantageusement l'huile de palme, l'huile d'arachide et autres graisses végétales dans la fabrication du savon.

L'hon. M. HAIG: Pourrait-on en fabriquer de la margarine?

M. McKITTRICK: Je ne sais pas. Les fabricants de margarine ne veulent probablement pas payer le prix demandé pour ce beurre; il se pourrait qu'ils puissent, toutefois, le mélanger.